

L'ÉCONOMIE SOCIALE ET SOLIDAIRE : 10 PROPOSITIONS POUR UNE TRANSITION DURABLE

Initiative co-pilotée
par l'Université de La
Réunion et la Chambre
Régionale de l'Économie
Sociale et Solidaire de
La Réunion (CRESS)



UR | UNIVERSITÉ
DE LA RÉUNION



SOMMAIRE

1. L'ESS : UN IDÉAL DE TRANSFORMATION 5
2. MÉTHODES ET CONDITIONS DE LA TRANSITION 6
3. PROPOSITIONS D'ACTIONS 7



Théodore HOARAU
Président de la CRESS de La Réunion



Frédéric MIRANVILLE
Président de l'Université de La Réunion

L'ESS fait partie de la solution

Ce qui était impensable est devenu possible ! La crise d'abord sanitaire, puis économique et sociale, que nous traversons constitue un moment inédit nous permettant de repenser la société, de repenser l'entreprise, de se repenser et bien sûr de mieux penser...

Une des grandes erreurs serait de construire un "nouveau monde" en conservant nos méthodes et règles d'hier. Cela nous conduit à reconsidérer en profondeur nos modèles, à revisiter nos fondamentaux plutôt qu'à seulement les adapter.

Car les initiatives solidaires et citoyennes n'ont jamais été autant en première ligne durant cette période exceptionnelle. Le capital social issu de la force bénévole et militante s'est révélé être un atout déterminant. Notre humanité a permis de surmonter cette crise quand nos économies ont été stoppées net.

Les mutuelles, les fondations, les coopératives et les associations ont mobilisé l'ensemble de leurs bénévoles, militants et employés pour maintenir un service minimum, apporter leur aide aux plus démunis à travers la distribution de secours (colis alimentaires, réduction de la fracture numérique, confection de masques...), la mise à l'abri des personnes les plus vulnérables (soutien aux SDF, gestion prudente des établissements médico-sociaux...).

L'auto-production et les circuits-courts retrouvent aussi un regain d'intérêt et la proximité a permis de garder des liens sociaux avec toutes les générations.

Sur le terrain, malgré les chaînes de solidarité, beaucoup de souffrances et de détresse sont constatées. Il en va de notre responsabilité d'aller au-delà des schémas actuels pour répondre aux besoins de la population, de notre territoire. Il s'agit de construire un schéma social et économique plus équilibré (moins cyclique), plus durable (plus économe en ressources rares), plus solidaire (solidarités sociales et intergénérationnelles) et mieux régulé (par la démocratie).

Nous appelons à une transition durable que vous découvrirez via 10 propositions, résultant de nos expériences du terrain et des travaux menés ces dernières années. Il s'agit d'un plan de transition juste et durable à déployer à l'échelle spécifique de notre territoire. Ces propositions comprennent des programmes d'actions s'articulant autour de trois axes stratégiques : le développement et la transition territoriale ; la production de valeurs et de richesses ; les dynamiques solidaires de proximité.

Préambule

A La Réunion, l'Economie Sociale Solidaire (ESS) constitue un champ en plein essor qui a connu lors de cette dernière décennie une augmentation globale de 47% des emplois et 27% des établissements (Sources INSEE/CRESS, 2019). Au-delà de ces chiffres, dans le contexte de crise actuelle, ce champ s'est surtout distingué par un foisonnement considérable d'initiatives et d'actions spontanées, innovantes, solidaires et citoyennes utiles au plus grand nombre. Les mutuelles, les fondations, les coopératives et les associations ont mobilisé leur force militante et leur capital social pour agir sur le terrain.

Il s'agit de ne pas réitérer les erreurs du passé en dépassant les clivages économiques et sociaux antérieurs qui semblent désormais obsolètes : se focaliser sur les acteurs économiques sans finalité sociétale et environnementale, ignorer le mouvement social, citoyen et l'engagement solidaire, privilégier l'hyperconsommation ainsi que les échanges exclusivement monétaires, etc...

Ainsi le « succès » de l'ESS ne tient pas uniquement à son caractère résilient et à sa capacité à répondre à l'urgence sociale et humanitaire. Elle s'impose, durant cette période de crise, à travers son ambition politique, surtout comme un vecteur de la transition vers un système socio-économique soutenable. L'ESS a pour ambition de redéfinir notre modèle social et économique afin de proposer des schémas de développement plus équilibrés, durables et solidaires. C'est la raison pour laquelle, un ensemble d'acteurs de l'ESS (entreprises et associations, dirigeants, salariés, bénévoles, militants, instances représentatives, enseignants-chercheurs, institutionnels...) font preuve d'une implication et d'une mobilisation fortes et sans précédent pour construire ces 10 propositions présentées au cœur de ce document.

Mais un tel effort de changement ne se décrète pas, il s'organise et se structure. Il est nécessaire pour "institutionnaliser" la transition durable de ce mouvement de l'ESS, que les initiatives et réflexions ne soient plus fragmentées et dispersées, que soient mis en lumière les bénéfices des solutions envisagées, que des liens soient noués entre les expériences, acteurs et territoires.

1 L'ESS : UN IDÉAL DE TRANSFORMATION

L'Économie Sociale et Solidaire : Des organisations et des entreprises de défis en mouvement perpétuel

L'ESS est constituée d'organisations et d'entreprises résilientes et durables qui, historiquement, n'ont cessé d'interroger et d'améliorer leurs pratiques de manière à affronter les différentes crises et initier de profondes transformations sociétales. C'est une économie d'adaptation et de transformation, la seule en capacité depuis sa naissance, il y a 3 siècles, d'enclencher une véritable transition démocratique, sociale, économique et écologique. C'est un idéal au service de l'Humain, dans une logique d'alliances et de coopération avec tous les acteurs publics et privés dans l'ESS et hors ESS (pouvoirs publics, citoyens, entreprises, institutions etc.).

L'Économie Sociale et Solidaire : Une économie humaine et positive

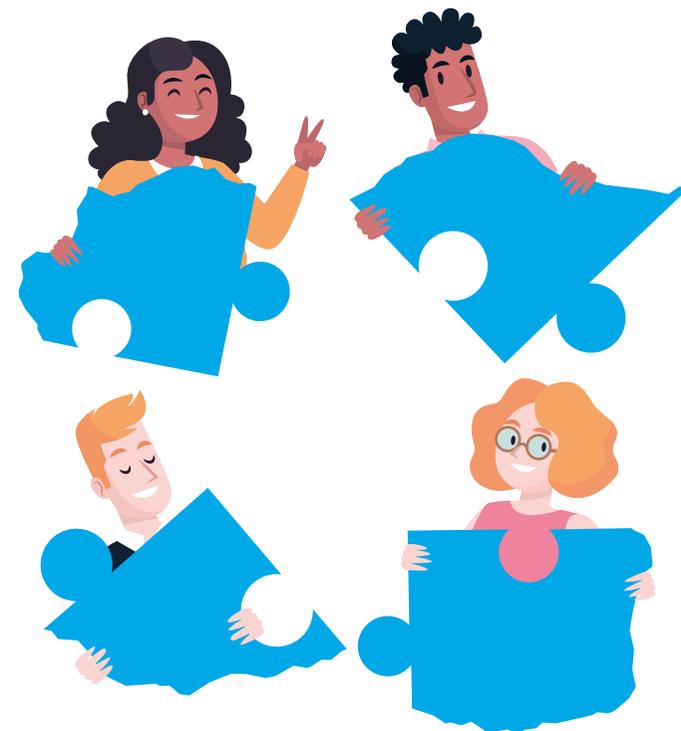
L'ESS est une économie qui a connu une forte croissance quantitative et qualitative ces dernières décennies à un niveau jamais atteint dans un contexte d'instabilité cyclique. Au delà, de l'action sociale à l'égard des plus démunis, sa finalité sociale s'exprime dans l'engagement et la volonté politique des hommes et des femmes engagés à transformer la société et le monde. Les solutions proposées par les militants et les organisations de l'ESS pour une société plus équitable, solidaire, responsable et mieux régulée sont déjà expérimentées depuis des décennies. Elles n'ont malheureusement pas été soutenues par un écosystème suffisamment porteur pour favoriser le changement d'échelle et l'essaimage afin d'influencer en profondeur le mode de développement du territoire.

L'Économie Sociale et Solidaire : Une école de la Vie

Le militantisme est une composante essentielle du développement de l'économie sociale et solidaire. Pour préserver l'impact de leur engagement, les hommes et femmes qui s'investissent au quotidien doivent se former tout au long de la vie afin de mieux répondre à une double exigence: celle du processus entrepreneurial et celle de l'objectif d'utilité sociale de leurs organisations.

Cet engagement militant ainsi que les aspirations citoyennes ancrés dans nos associations, coopératives, mutuelles, fondations et entreprises d'utilité sociale doivent pouvoir s'exprimer dans tous les espaces de la cité. A travers sa conception démocratique et émancipatrice, l'ESS initie des espaces d'intelligence collective au carrefour des organisations et de la société. C'est aussi l'école de la démocratie citoyenne, comme le portent les mouvements d'éducation populaire depuis ses origines.

Les militants s'engagent en conscience vers un objectif social. Cette utilité sociale est fondée sur les besoins de l'individu, de la population et de l'environnement qui peuvent se traduire par la création de richesse économique à moindre coûts sociaux et environnementaux, un développement humain et durable (réduction des inégalités et des exclusions, préservations des ressources naturelles), la promotion des liens sociaux et de la démocratie locale (renforcer le capital social, prise de parole et initiatives citoyennes), l'émergence de l'innovation sociale (institutionnelle et organisationnelle, gouvernance alternative, réponse à des besoins émergents, etc.). L'ESS intervient en outre sur ce qui appartient incontestablement à la communauté humaine à l'instar d'un bien commun. Pour agir, ces militants conçoivent l'économie et ses modèles tels des moyens, ceux permettant d'atteindre des objectifs sociaux et sociétaux. L'économie doit alors être pensée tel un outil au service d'un plus grand bien-être commun possible.



En résumé, l'ESS de par son idéal et ses modèles fait partie de "l'économie de demain" en s'adaptant, en innovant par, avec et pour l'Humain.

Les militants de l'ESS se retrouvent à tous les échelons de notre société aussi bien dans la sphère publique et privée. Aujourd'hui, l'ESS par ses valeurs et ses ambitions, vit bien au delà de ses associations et de ses entreprises. Elle vit aussi à travers toute la population qui y adhère et en bénéficie de plus en plus, et ses militants qui agissent et entreprennent. Ce sont des héros indispensables mais souvent discrets.

2 MÉTHODES ET CONDITIONS DE LA TRANSITION



La Réunion : nécessité d'adhérer collectivement à une vision stratégique

Historiquement dans sa recherche de légitimité, l'ESS a privilégié le langage de la preuve à travers les spécificités et les réalisations de ses entreprises. La situation actuelle de transition nécessite de dépasser les frontières de l'entreprise et de faire de La Réunion un laboratoire de transition reposant sur le projet sociétal défendu par l'ESS et ses militants. Il est alors nécessaire de penser et de vivre l'ESS comme un idéal qui transcende de nombreuses disciplines. Elle est au carrefour de nombreuses autres sphères : économie, politique, développement territorial, sociologie... Cependant, force est de constater que l'ESS n'a jamais été vraiment envisagée comme un élément central des politiques publiques. Ces facettes multisectorielles (innover, coopérer et impliquer tous les acteurs de toutes les filières et secteurs d'activités) ont souvent été négligées en limitant son périmètre à la sphère sociale, humanitaire et solidaire.

Un changement de modèle de développement : partir des besoins vitaux de la population et décloisonner

Le contexte d'après la crise sanitaire conduit inévitablement à enchaîner sur une crise économique majeure. La transition vers un nouveau schéma de développement socio-économique soutenu par l'ESS se situe au niveau d'un changement de cadre de référence: une conception de la création de richesse autre que financière, monétaire et des éléments constitutifs de l'évaluation de l'économie classique et de son PIB, la prise en compte de la pluralité des acteurs économiques dont ceux à finalité sociale, et créer des synergies constructives au delà des cloisonnements entre les acteurs publics, privés hors ESS et de l'ESS. C'est affirmer la nécessité d'une économie plus ouverte, inclusive, durable et soutenable par des formes d'entrepreneuriat, de gouvernance, de gestion et de coopération basées sur l'humain et ses besoins, la pérennité du bien commun, la propriété collective pour des activités utiles et vitales pour la nation. Pour ce faire l'ESS doit aussi intégrer une conception "territorialisée" des connaissances et pratiques : construire un cadre de propositions locales, inspirées à la fois des particularités et réussites du territoire mais aussi des enseignements et succès issus des démarches nationales et internationales.

L'ESS : carrefour d'alliances et d'intercoopération ancrées dans la proximité

La sortie de la crise à la fois sociale et économique passera inévitablement par une démarche démocratique impliquant plus largement les citoyens, les militants, la société civile, les corps intermédiaires, les territoires... Cette démarche démocratique doit être construite selon une diversité d'acteurs, dans un large processus d'intelligence collective et d'intercoopération. Plus concrètement, les initiatives doivent naître des territoires, du croisement des regards ancrés entre citoyens, corps intermédiaires, collectivités locales, de leurs ressources et de leurs compétences. Elles devront ensuite s'appuyer, pour leur consolidation, changement d'échelle et essaimage, sur les forces vives en présence, le capital social issu de la force bénévole et militante et les experts, chercheurs, services de l'Etat et des collectivités, etc. Il s'agira selon une approche innovante d'instaurer une alliance d'acteurs d'horizons différents engagés dans une dynamique de transition démocratique et citoyenne.

Points de vigilance

Les propositions d'actions qui découlent de cette démarche induisent une mise en cohérence à plusieurs niveaux : L'Etat et la puissance publique en général, les corps intermédiaires et les réseaux, les entreprises, les militants et les citoyens via la population. Les conditions d'articulation entre ces niveaux n'ont jamais été réunies à ce jour pour une mise en oeuvre efficace et efficiente de cette ambition sociétale et entrepreneuriale.

Plus précisément, les conditions a minima de réussite sont :

- > Une motivation et une volonté affichées à tous les niveaux pour travailler ensemble
- > Une observation pour identifier les potentialités de l'ESS et de ses dynamiques
- > Une adhésion des différents acteurs et de la population à cette dynamique de transition
- > Une démarche, une méthode et des outils d'ingénierie participative
- > Une évaluation des processus et des résultats (indicateurs de réalisation, de résultats et d'impacts).

3 PROPOSITIONS D' ACTIONS



Ce programme comprend 10 propositions d'actions construites autour de 3 axes : le développement et la transition territoriale, la production de valeurs et des richesses et les dynamiques solidaires de proximité

AXE I. DÉVELOPPEMENT ET TRANSITION TERRITORIALE

PROPOSITION 1 : CONSTRUIRE UN PLAN DE RELANCE JUSTE ET DURABLE POUR ET AVEC TOUTES LES ORGANISATIONS DE L'ESS

La relance de l'activité est également un enjeu de taille pour toutes les organisations et entreprises de l'ESS. Il s'agira pour ces dernières de pouvoir faire face à la crise financière tout en continuant de jouer pleinement leur rôle d'utilité sociale dans les mois à venir. Il existe à ce jour peu de mécanismes « à grande échelle » pour agir. L'objectif est donc double : d'une part, de faciliter l'accès aux financements pour les organismes de l'ESS et, d'autre part, encourager la visibilité des entreprises de l'ESS pour enclencher les commandes de biens et de services d'utilité sociale :

- > Orienter les commandes publiques vers les organisations et entreprises de l'ESS ;
- > Développer une réelle stratégie de développement des achats publics responsables ;
- > Favoriser les investissements dans les organisations de l'ESS par les grands investisseurs institutionnels, comme les assureurs ou les caisses de retraite ;
- > Développer des fonds d'urgence sectoriels à destination des organisations et des entreprises de l'ESS (financements/emplois) dans une logique de transition écologique et sociale ;
- > Renforcer l'accessibilité des outils de garantie à destination de l'ESS par une meilleure communication, instruction rapide et décision efficace de soutien ;
- > Permettre aux organisations de l'ESS dont l'activité dépend d'acteurs publics de bénéficier d'avances de trésorerie, et de constituer des fonds propres par la mise en réserve d'une partie de leur résultat d'exploitation notamment pour les associations ;
- > Favoriser l'accompagnement des structures en levée de fonds (notamment priorisation des besoins d'investissement, plan de financement, orientation vers l'offre de financement).

PROPOSITION 2 : CRÉER UNE GOUVERNANCE TERRITORIALE DE PILOTAGE ET D'ACCOMPAGNEMENT DE LA TRANSITION

L'enjeu est d'encourager, d'accompagner officiellement les démarches de transition globale à la fois économique, sociale, démocratique et environnementale. Il s'agira de créer une instance officielle, multipartenariale de gouvernance stratégique afin de soutenir des actions concrètes et locales de transition portées par l'ESS et ses entreprises sur le terrain. Cette coordination proposera un écosystème favorisant un changement d'échelle de la transition :

- > Développer et coordonner des fabriques citoyennes de transition territoriale : créer des canaux de contributions citoyennes et militantes, identifier les acteurs de la transition (entreprises et réseaux de l'ESS, instances territoriales, élus locaux, entreprises, citoyens...), co-construire des plans de relance à l'échelle des territoires
- > Mettre en oeuvre une monnaie locale complémentaire selon la loi du 31 juillet 2014 à l'échelle de La Réunion associant les acteurs publics et privés, permettant l'accès à des biens et services d'utilité sociale, dans des commerces de proximité labellisés ainsi que de développer des projets solidaires.

PROPOSITION 3 : CRÉER UNE "TASK FORCE" ESS POUR CONSTRUIRE DES STRATÉGIES DE RÉPONSES AUX ENJEUX MAJEURS DU TERRITOIRE

La Task Force de l'ESS est un "think tank" qui construit des axes d'intervention structurants et des stratégies proactives en réponse aux défis et enjeux majeurs de La Réunion. C'est un travail collaboratif et partenarial du mouvement, des acteurs de l'ESS créant des instances de concertation permettant d'organiser des événements, des travaux et des publications. Il s'appuiera pour ce faire sur des initiatives concrètes, innovantes et inspirantes issues des territoires.

- > Organiser des temps de rencontres, d'échanges et de réflexions, production et travaux afin de débattre des enjeux de l'ESS aujourd'hui (transition et autonomie énergétique et alimentaire, l'écologie citoyenne, circuits courts économiques et solidaires, les nouvelles formes d'emploi...);
- > Être une force de propositions destinée à alimenter le débat sur la place de l'ESS et la construction de nouvelles politiques de développement utiles pour le territoire ;
- > Constituer un laboratoire d'initiatives concrètes et innovantes contribuant au développement d'une nouvelle économie.

PROPOSITION 4 : CRÉER DE NOUVEAUX SERVICES DE PROXIMITÉ À DESTINATION DES PUBLICS FRAGILISÉS (PROTECTION, PRÉVENTION ET LIENS SOCIAUX)

Il est urgent et important de construire des territoires plus bienveillants, inclusifs et innovants à l'égard des publics les plus fragiles. L'objectif est d'impulser une organisation territoriale des services de proximité qui permettent aux personnes fragilisées de participer à la vie de la cité, de renforcer les liens sociaux et intergénérationnels ainsi que d'encourager une dynamique d'innovation adaptée aux spécificités des différents publics :

- > Développer un ensemble de services et d'outils pour répondre à la fracture numérique affectant les personnes les plus fragiles et limitant leurs possibilités de se connecter avec leurs proches et les services de proximité (financer des tablettes pour les personnes âgées isolées...);
- > Positionner des organisations et des têtes de réseaux de l'ESS, en lien avec les chaînes d'acteurs de proximité, comme vecteurs de cette transition sociale permettant d'inclure tous les publics fragilisés dans une dynamique de cohésion sociale permanente et de prévention pour leur santé ;
- > Soutenir les têtes de réseaux de l'ESS dans leur politique d'amélioration de leur efficacité, efficacité et capacité d'initiatives sur de nouveaux modèles économiques et solidaires dans le cadre du plan de relance et des consignes et contraintes sanitaires.



AXE II. PRODUCTION DE VALEURS ET DE RICHESSES

PROPOSITION 5 : ACCOMPAGNER LES MEILLEURES INNOVATIONS DE L'ESS ET IMPULSER DES PROJETS TERRITORIAUX POUR RELOCALISER DES ACTIVITÉS ÉCONOMIQUES

Les territoires fourmillent d'initiatives apportant des réponses innovantes et localisées aux besoins sociaux, écologiques et sociétaux de proximité, portées aussi bien par les entreprises de l'ESS que par des acteurs du territoire, publics et/ou privés. La Réunion est un terreau riche d'innovation sociale depuis ces dernières décennies. Cette innovation nécessitant un écosystème particulier, l'enjeu est d'appuyer l'émergence de telles initiatives et d'accompagner les projets dans leurs différentes étapes de développement et de changement d'échelle, en prenant en compte les spécificités des modèles de l'économie sociale et solidaire :

- > Identifier les besoins vitaux de la société et de la population afin d'initier des projets solidaires selon des modèles ESS ;
- > Recenser et valoriser toutes les initiatives territoriales relevant de l'innovation sociale et solidaire dans une logique d'essaimage ;
- > Soutenir la construction d'un écosystème favorable au développement de l'innovation sociale et solidaire (identification des acteurs clés, élaboration des processus et dispositifs d'accompagnement) ;
- > Promouvoir et soutenir l'émergence d'un incubateur d'innovation sociale et solidaire à l'échelle de toute l'île ;
- > Inscrire les dynamiques ESS dans les stratégies de développement de tous les secteurs d'activités selon une logique filière afin d'impulser des réponses innovantes sur chaque niche d'activités ;
- > Rendre l'innovation technologique accessible aux entreprises de l'ESS en corrélation avec l'économie collaborative et de la fonctionnalité qui alimenterait l'économie coopérative pour rapprocher les personnes et créer des synergies ;
- > Soutenir des entreprises internationales qui s'implantent sur le territoire et s'inscrivent dans une démarche locale et responsable en associant les entreprises de l'ESS.

PROPOSITION 6 : IMPULSER DES PLATEFORMES DE COOPÉRATION ET DE MUTUALISATION ENTRE ENTREPRISES DE L'ESS ET HORS-ESS

À l'échelle du territoire, le succès de la transition vers un modèle de développement socio-économique plus soutenable nécessite l'implication et la mobilisation de l'ensemble des acteurs et surtout de toutes les entreprises, et cela quels que soient leurs statuts. Pour ce faire, il est essentiel de constituer des espaces de dialogue et de partage entre les entreprises de l'ESS mais aussi avec les entreprises "classiques". L'enjeu est d'aboutir d'une part à la construction d'une vision partagée sur les modalités de structuration d'une économie de transition intégrant d'autres finalités que celles financières et, d'autre part à l'émergence de dynamiques de coopération et de mutualisation de ressources ainsi que de bonnes pratiques.

- > Impulser une plateforme de partage de bonnes pratiques entre professionnels, militants et bénévoles de plusieurs secteurs de l'ESS touchant des parts importantes de la population: secteurs sanitaire et sociale, du grand âge et du handicap, secteurs de la santé, secteurs de l'éducation populaire, secteurs de la culture, secteurs des services à la personne, secteurs de l'insertion par l'activité économique, secteurs de la petite enfance, etc. ;
- > Développer une plateforme de collaboration entre les collectivités locales et les entreprises de l'ESS afin de développer de nouvelles initiatives de proximité ;
- > Soutenir une économie collaborative sociale et solidaire dans le but de promouvoir de nouvelles formes de coopération, de type PTCE (Pôles Territoriaux de Coopération Économique), ainsi que de bonnes pratiques durables et soutenables entre les entreprises de l'ESS et hors ESS sur des thématiques stratégiques telles que : l'alimentation durable, le tourisme et l'hébergement solidaires, l'hôtellerie et la restauration responsables, la mobilité, l'économie circulaire, la revalorisation de produits, etc ;
- > Favoriser l'émergence de coopératives de petits commerçants de proximité dans l'optique de lutter contre la vie chère et diversifier l'offre de biens et de services sur le territoire ;

- > Développer et promouvoir des circuits courts économiques et solidaires valorisant le lien social, la coopération, la transparence et le commerce équitable entre les acteurs (producteur, distributeur, usager, consommateur). Le but est de développer des écosystèmes vertueux localement et à distance dans différents domaines: énergie, finance, habitat, culture, alimentation, commerce, etc. ;
- > Créer des projets solidaires afin de répondre à l'éloignement et à l'isolement de certains publics des territoires ruraux : épicerie sociale ambulante, ferme urbaine, AMAP, patrimoine végétal, pharmacopée et savoir-faire médicinal, lancement de boulangeries solidaires organisées en circuits courts, etc.
- > Développer des systèmes de transactions non-monnaïres en repensant la monnaie et les échanges B to B, de type AUREX, entre les entreprises de manière à alléger les besoins de trésorerie.

PROPOSITION 7 : MESURER LA PERFORMANCE SOCIALE ET ENVIRONNEMENTALE DES ENTREPRISES

Le postulat de départ d'une société plus soutenable est que toute activité notamment celles des entreprises génère des impacts économiques, sociaux et environnementaux. Ces impacts peuvent être volontaires ou involontaires, connus ou inconnus. L'enjeu est dès lors de créer une dynamique d'évaluation de la plus-value sociale et environnementale des entreprises de l'ESS et Hors-ESS dans l'optique d'une part, de constituer des outils de pilotages et d'amélioration de leurs activités, et d'autre part, de rendre compte de manière transparente des impacts de leurs actions aux différentes parties prenantes :

- > Créer un outil d'évaluation accessible et dématérialisé de l'impact social des entreprises de l'ESS et hors-ESS visant à faciliter la lecture par la population et les acteurs publics des activités d'utilité sociale sur leur quartier, commune, territoire ;
- > Conditionner des dispositifs de soutien économique et financier ou des commandes publiques aux indicateurs d'évaluation d'impact social, environnemental et à la formation permanente des militants.



AXE III. CRÉATION DE NOUVELLES DYNAMIQUES SOLIDAIRES DE PROXIMITÉ

PROPOSITION 8 : CRÉER UNE RÉSERVE SOLIDAIRE ET DES PLATEFORMES DE SOLIDARITÉ

L'Etat français n'exploite pas sa force sociale qui était en première ligne et dans l'ombre au quotidien durant la crise sanitaire. Les mutuelles, les associations et les fondations ont mobilisé leurs réseaux de bénévoles et de militants pour agir et répondre aux besoins urgents et vitaux de la population. Cet engagement social et solidaire n'est pas reconnu, ni contrôlé. Malgré cela, les réseaux solidaires fonctionnent. Il est proposé :

- > Que la plus-value sociale de toute entreprise (ESS ou non) soit mesurée et valorisée et qu'un recensement dynamique périodique ainsi qu'une animation soient effectués sur l'efficacité des réseaux sociaux et solidaires de proximité ;
- > Qu'il soit constituée, une « Réserve Sociale et Solidaire » de militants et bénévoles susceptible d'être déclenchée, animée et coordonnée à l'initiative de l'Etat, dans des situations de crise ou de catastrophe.
- > Dans la continuité de cette réserve, de localiser les réseaux et les personnes prêtes à agir dans la proximité afin de répondre aux besoins urgents et vitaux de la population.

PROPOSITION 9 : DÉVELOPPER DES COMITÉS D'INITIATIVES CITOYENNES

A travers sa conception démocratique et émancipatrice, la force des entreprises de l'ESS réside dans leur capacité à mettre en interaction des personnes, idées et savoirs d'un territoire faisant face à des problématiques spécifiques, au service d'une réflexion et d'une réponse entrepreneuriale collégiale. Les citoyens, militants et acteurs des quartiers et des villes ont donc besoin d'espaces publics pour se rencontrer, débattre et co-construire une vision partagée sur les défis auxquels ils font face, et coordonner leurs engagements et implications dans les pistes de solutions de proximité. L'enjeu est donc d'instaurer et d'animer de tels espaces d'échanges sous la forme de comités d'initiatives citoyennes regroupant les habitants, militants, élus, institutions... qui auront pour objectifs :

- > D'identifier les besoins vitaux de leur territoire ;
- > De co-construire des pistes de solutions de proximité selon les modèles de l'ESS ;
- > D'initier des espaces de dialogue et de collaboration avec les corps intermédiaires, institutions, collectivités publiques, services de l'Etat dans le développement des projets entrepreneuriaux sociaux et solidaires ;
- > De développer une version dématérialisée des comités d'initiatives citoyennes.

PROPOSITION 10 : FORMER LES FUTURES GÉNÉRATIONS DE MILITANTS TOUT AU LONG DE LA VIE POUR RÉPONDRE AUX OBJECTIFS SOCIÉTAUX

Penser une transition nous conduit à porter une réflexion sur la formation globale des générations actuelles et futures de militants et professionnels de l'ESS mais aussi à la maîtrise des fondamentaux et des spécificités de ce champ. Il s'agit de transmettre des savoirs et des savoir-être mais aussi de favoriser les multiples compétences ESS en termes de pratiques et recherches. L'ESS, est une science de l'action et de la décision mais aussi de veille et de prospective sur notre société et ses avancées.

L'ESS est également une école de la vie qui implique la formation continue des militants engagés au sein des entreprises de l'ESS. Pour faire rayonner les entreprises ESS et attirer des talents à notre échelle, l'objectif est de s'ouvrir largement sur le monde grâce aux collaborations régionales, nationales et internationales sur des savoirs et savoir-faire de qualité, mais aussi de former les futurs militants et entrepreneurs à l'innovation sociale et solidaire, véritable vecteur de création de valeurs à La Réunion:

- > Encourager et valoriser l'engagement militant permettant à ceux qui s'investissent de bénéficier de formations continues afin de répondre au mieux aux exigences entrepreneuriales du mouvement devant rester fidèle à son objectif social
- > Redynamiser l'éducation populaire et la culture pour instaurer à la fois connaissance, prise de conscience et créativité pour alimenter cet élan de transformation sociale

- > Créer une communauté ESS étudiante qui pourra s'investir dans l'identification des initiatives innovantes mais aussi d'appréhender l'innovation sociale, son émergence, ses principales approches, à la caractériser et à la définir, et enfin à l'évaluer ;
- > Travailler toutes les synergies et les coopérations multiformes entre le monde étudiant et ESS. Expérimenter les coopératives éphémères : coopérative de jeunesse, coopérative de territoire ;
- > Créer une filière de formation dédiée à l'ESS mais aussi des modules dans tous les stades enseignants, toutes les formations généralistes et technologiques, des écoles, collèges, lycées et Université ; aider la possibilité de stage dans les entreprises de l'ESS et promouvoir « la coopération à l'école » avec tous les outils disponibles.
- > Proposer pour les dirigeants et acteurs économiques, des modules, des ateliers et des témoignages ciblés sur l'ESS, courts, concrets et adaptés aux différentes formes d'apprentissage ;

Pour en savoir plus

La WEB TV ESS (visionnez les émissions)



-  Lancement de la Web TV ESS (04 novembre 2019)
-  Conférence territoriale de l'ESS « L'ESS en toute liberté » (06 décembre 2019)
-  «Financements et accompagnement » (25 février 2020)

- ▶ «L'ESS, simple résistance ou vecteur de changements » volet 1. Webinar ESS (Jeudi 16 avril 2020)
- ▶ «L'ESS, simple résistance ou vecteur de changements. » volet 2. Webinar ESS (Jeudi 30 avril 2020)

Nous adressons tous nos remerciements aux militants, organisations associatives et entreprises de l'ESS, instances représentatives, chercheurs et experts pour leur collaboration à ce projet

pour toute information :

Université de La Réunion : Jérôme GARDODY

Maître de Conférences (jerome.gardody@univ-reunion.fr)

CRESS de La Réunion : Frédéric ANNETTE

Administrateur - (frederic.annette@cress-reunion.com)